Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 20 (1962)

Heft: 2

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Main-d'œuvre rurale et développement industriel [1]

Il s'agit là du rapport d'une session d'études internationales qui s'est tenue à Gröningen aux Pays-Bas, du 26 au 30 septembre 1960, sous les auspices de l'Agence européenne de productivité. Etudier l'adaptation et la formation de la main-d'œuvre des régions rurales au travail industriel, tel était le but de ces travaux.

Cet intéressant ouvrage s'occupe premièrement du problème de l'ajustement quantitatif de la main-d'œuvre rurale aux besoins de l'industrie et analyse les différentes raisons incitant les habitants des campagnes à quitter l'agriculture. Dans un deuxième chapitre, l'auteur traite de l'ajustement qualitatif de cette main-d'œuvre, c'est-à-dire des questions d'adaptation et de formation professionnelle et des conditions de satisfaction pour le travailleur d'origine rurale. Le chapitre suivant est consacré aux problèmes sociaux qui sont la conséquence de la transplantation et du changement de milieu. Différentes solutions sont préconisées pour faciliter le passage de la vie rurale à la vie citadine bien que chaque cas doive être analysé et étudié dans son contexte particulier. Pour terminer, l'auteur évoque le rôle des entreprises, des syndicats de travailleurs et des administrations locales dans l'adaptation de la main-d'œuvre rurale et mentionne les études et les recherches qui devraient encore être faites dans ce domaine.

En bref, cette publication intéressera tous ceux que ces questions préoccupent; c'est un instrument de travail utile pour les industriels qui doivent résoudre les problèmes posés par l'emploi de main-d'œuvre d'origine agricole.

André Hilfiker.

Les femmes en Union soviétique [2]

La Révolution de 1917 proclama l'égalité des sexes, appelant ainsi les femmes à jouer désormais un rôle à leur mesure dans la vie nationale de l'Union soviétique. Lénine voyait dans cette émancipation une des acquisitions fondamentales du nouveau régime, qui résolvait ainsi le problème de la démocratie par l'égalisation de tous les citoyens, hommes et femmes. La Constitution de 1936 confirme cette égalité de droits « dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique ».

Le propos de M. André Pierre est de confronter les réalités avec la législation. Il est ainsi amené à dégager les points acquis depuis 1917.

---

[1] OECE: *Main-d'œuvre rurale et développement industriel. Adaptation et formation.* Rapport général par le professeur H. Krier, Université de Rennes, juillet 1961, 132 p.

[2] André Pierre: *Les femmes en Union soviétique — Leur rôle dans la vie nationale.* Ed. Spes, Paris, 1960.

L'auteur souligne d'emblée que le progressisme des dirigeants soviétiques représentait pour les femmes une lourde responsabilité. En effet, l'égalité des droits impliquait celle des devoirs; l'intégration dans la vie nationale signifiait pour les femmes qu'elles allaient participer à l'effort de redressement et de développement entrepris par les Soviétiques dès la fin de la Première Guerre mondiale. C'est pourquoi la majorité d'entre elles dut assumer, en plus du travail domestique, un emploi extérieur souvent pénible. Ce fut l'ère du « stakhanovisme » féminin. La libération d'une femme davantage respectée comme ouvrière de choc qu'en tant que mère de famille était encouragée par la presse officielle soucieuse de ne pas laisser improductive une immense ressource en main-d'œuvre.

C'est qu'en URSS les femmes ont toujours été majoritaires. La prépondérance féminine, qui se chiffrait à 7,2 millions en 1939, dépasse de nos jours 20 millions. Cet excédent, principalement causé par les pertes militaires de la dernière guerre, n'affecte toutefois que les classes d'âge moyen et élevé, au-dessus de trente-deux ans. On comprend dès lors que dans de très nombreuses professions il ait fallu combler avec des femmes les énormes vides masculins.

Aujourd'hui encore de très nombreuses femmes soviétiques travaillent en dehors de leur ménage. Leurs conditions de vie pourtant n'ont cessé de s'améliorer, tandis que la législation précisait un à un leurs différents droits.

L'auteur examine successivement ces différents progrès, respectivement dans la vie familiale, politique, économique, intellectuelle et artistique. Nous sommes informés sur les efforts accomplis en vue d'assurer la consolidation des liens familiaux, qu'on avait d'abord combattus au nom de l'union libre, et la protection de la mère; sur la promotion des femmes dans la vie politique, au sein du Parti, dans les Soviets, au Parlement et dans les gouvernements régionaux; sur le rôle social des artistes soviétiques dont la tolérance naturelle fut pour beaucoup dans l'assouplissement et l'abandon de la doctrine du réalisme socialiste.

Le plus intéressant pour nous demeure cependant le rôle des femmes soviétiques dans la vie économique.

Les paysannes, qui résistèrent d'abord farouchement à la collectivisation, reconnurent plus tard la supériorité de l'exploitation kolkhozienne sur l'exploitation individuelle, manifestée par la mécanisation d'une agriculture jusqu'alors très arriérée. Sous le nouveau régime, la sphère d'activité des femmes s'élargit: les brigades féminines, dont les rendements furent souvent supérieurs à ceux des hommes, ôtèrent tout fondement aux préjugés de ceux-ci, qui auraient voulu confiner les paysannes à des travaux subalternes. En fait elles sont six mille à avoir, dès la fin de 1953, présidé des kolkhozes. C'est dire combien leur autorité grandit au sein de la population rurale.

Il en va de même dans les usines où les ouvrières furent appelées en grand nombre dès 1928 pour soutenir l'effort d'industrialisation du pays. Le pourcentage de la main-d'œuvre féminine par rapport au total des effectifs ouvriers passa de 28 % en 1929 (début des plans quinquennaux) à 51 % en octobre 1945. Des millions de femmes avaient en effet dû remplacer les hommes partis pour le front. Pour décharger les ouvrières de leurs soucis domestiques, on mit à leur service un vaste réseau d'institutions diverses: crèches, jardins d'enfants, réfectoires, ainsi que des facilités: longs congés payés avant et après l'accouchement. Malgré ces avantages, les femmes, à qui la Constitution garantit un salaire égal pour un travail égal, n'obtiennent que rarement une rémunération équivalente à celle des ouvriers, principalement à cause de leur non-qualification. Elles n'en représentent pas moins le 45 % des effectifs de l'industrie, et contribuent ainsi à la réalisation des plans. Dans les autres secteurs de l'économie nationale, le pourcentage des femmes atteint 31 % pour la construction,

33 % pour les transports, 67 % pour l'instruction publique, 83 % pour l'alimentation publique et 85 % pour la santé publique.

Un travail immense a été assuré par la collaboration massive des femmes à l'essor national. Les autorités, peut-être en signe de reconnaissance, ont lancé depuis quelques années une campagne de presse avec pour mot d'ordre: le respect de la femme. On revient ainsi sur l'égalisation automatique qui avait exigé des femmes un effort considérable, comme corollaire des droits acquis.

YVETTE JAGGI.

Entretiens avec les jeunes chefs d'entreprises d'Europe [1]

Les rencontres entre jeunes chefs d'entreprises d'Europe datent de 1950; elles virent le jour à l'occasion de la Foire d'Utrecht, dans le but d'étudier des problèmes communs. En effet, la conscience d'une carence, d'un péril, le sentiment d'une responsabilité solidaire incitèrent les membres à l'action dans le cadre d'une économie fondée sur la liberté et la dignité de chacun de ses membres.

Neuf ans plus tard, au moment d'aborder une nouvelle étape, les jeunes chefs ont tenu à publier les principaux travaux témoins de leurs recherches et nous ne saurions mieux résumer l'intention des auteurs que ne le fait M. Denis Biron lorsqu'il déclare: « Cet ouvrage est beaucoup plus qu'un mémorial; il apporte une somme d'idées, de principes de base et de principes d'application dont la valeur a été éprouvée pendant des années dans plusieurs pays et dans des milliers d'entreprises. Ce livre prouve aussi que des chefs d'entreprises formés par les humanités, par l'exercice du commandement et par la réflexion sur l'action sont en mesure d'apporter à la pensée économique et sociale une contribution sans pareille. »

Précisons d'emblée que « jeune chef d'entreprise » n'est pas nécessairement « chef d'entreprise jeune! » Il s'agit bien davantage d'une qualification de son état d'esprit dont la souplesse serait assez grande et l'intérêt suffisamment positif, dans l'étude des problèmes essentiels, pour trouver des solutions progressives et originales.

Le but des initiateurs n'a donc pas été de créer une nouvelle organisation internationale, d'autant plus stérile dans son activité que ses ramifications sont plus étendues, mais bien de développer une connaissance mutuelle entre chefs, l'institution de contacts réciproques et poursuivis, enfin la possibilité pour chacun des membres de manifester son accord et de veiller à leur application dans la vie quotidienne.

Une des « pierres d'angle » de l'édifice ainsi constitué prend forme dans la déclaration suivante: « Un chef d'entreprise ne peut être, dans le monde d'aujourd'hui, ni un incapable, ni un parasite, ni un égoïste. Gagner de l'argent ou accroître sa puissance ne peuvent être ses seules raisons d'être. Conscient de sa fonction dans la société, il doit déborder les motifs purement techniques ou économiques de son action quotidienne. » C'est ainsi que l'on envisage une véritable explosion du cadre d'activité traditionnel:

— vers le haut, par l'élévation du niveau moral et intellectuel du chef;
— en profondeur, par la promotion des relations humaines entre collaborateurs;
— en largeur, par l'intégration de l'entreprise dans le contexte économique général.

---

[1] *Les jeunes chefs d'entreprises d'Europe vous parlent.* Fédération des jeunes chefs d'entreprises d'Europe, rue Beau-Séjour 18, Lausanne, 1959, 162 p.

Ainsi, « l'économie sera-t-elle un jour au service de l'homme »!

En proclamant ce véritable acte de foi qui tient en cinq mots: « Economie au service de l'homme », ne déguisons-nous pas hypocritement le problème véritable, sous une formule creuse qui a le mérite d'épargner le précieux amour-propre individuel, après laquelle chacun se hâte, car bien sûr, il faudrait faire quelque chose... mais quoi ?

En usant du terme « économie », on crée une entité, quelque chose sur quoi on voudrait agir, mais on ne le peut, car c'est tellement lointain et anonyme!.. et pourtant cela nous touche tous de très près, car si l'on veut bien quitter le masque, c'est « l'homme au service de l'homme » qu'il faudrait dire!

La fédération des jeunes chefs d'entreprises d'Europe semble avoir abordé le problème avec toute l'objectivité désirable. Nous en voulons pour preuve, au chapitre de la formation du chef d'entreprise à ses responsabilités humaines, l'équilibre judicieux qu'elle préconise entre ces trois critères: une main ferme, un esprit lucide, un cœur généreux.

L'extraordinaire densité des conclusions qui nous sont rapportées ne semble pas nous autoriser à les aborder dans le détail dans un exposé nécessairement restreint. Qu'il nous suffise de dire qu'après avoir énoncé les *données du problème,* les auteurs passent successivement en revue: économie de service et entreprise privée; communauté et autorité; la formation des chefs d'entreprise; la rémunération du travail; les facteurs humains de la productivité; l'organisation des professions; la responsabilité sociale du patronat; la Charte des jeunes chefs d'entreprises d'Europe.

Cela constitue un travail digne d'intérêt pour tout chef soucieux de « progresser vers une solidarité européenne meilleure où la responsabilité patronale se sente engagée ».

JAQUES-OLIVIER RODIEUX.

Die gesellschaftliche Elite [1]

Il n'est pas facile de donner une vue d'ensemble sur cette étude, d'autant plus que le problème n'a pas été traité à fond. D'ailleurs l'auteur ne le cache pas lorsqu'il écrit au début de son ouvrage: « Celui qui s'occupe du problème des élites touche à du charbon ardent. »

Le problème des élites se posa vraiment pour la première fois lorsque la société, en pleine révolution, attaqua violemment la classe dirigeante ou mit en doute son existence même. D'autre part, certaines théories concernant le problème des élites ont été formulées en fonction du pouvoir politique ou de principes racistes, en étroite relation avec les courants totalitaires. Enfin, divers auteurs, craignant d'aborder ce sujet de front, le firent le plus souvent sous la forme d'un « Wunschdenken ».

Une grave et fréquente confusion règne au sujet du mot « élite ». Il est utilisé à tort et à travers. Ne parle-t-on pas d'une élite de skieurs, d'athlètes, etc. ? Cette expression signifie qu'il s'agit des meilleurs. Mais quand est-ce qu'apparaît la signification « élite » dans le langage scientifique habituel ? Les rapports d'élite sont des rapports de pouvoir et les élites sont elles-mêmes des « Machtträger ». Nous devons dès lors nous en tenir à une conception sociologique. L'élite n'est-elle pas synonyme de classe dirigeante ? L'expression « Führerschicht » devrait être utilisée pour l'élite divisée en petits groupes, alors que la notion d'élite devrait être retenue pour les classes dirigeantes de la société prise dans son ensemble. Combien de

[1] Dr URS JAEGGI: *Die gesellschaftliche Elite — Eine Studie zum Problem der sozialen Macht.* Edition Paul Haupt, Berne/Stuttgart, 163 p.

fois ce thème n'a-t-il pas été discuté durant ces dernières années ? On a cherché à lui trouver dans la littérature un fondement sociologique, mais en vain. Le plus souvent on a abusé de ce mot du point de vue politique et il a été avili. On a fait intervenir des exigences éthiques et des jugements de valeur. Or la sociologie ne doit pas proclamer des idéaux, car elle pourrait alors manquer son but. Du point de vue sociologique, on devrait d'abord analyser objectivement la réalité telle qu'elle se présente, mettre en évidence les rapports humains, examiner comment ils se déroulent et à quel processus on attribue le rôle le plus important.

Cet aspect du problème a retenu l'attention de l'auteur et explique la partie historique de son livre. Il essaie de montrer comment l'élite se transforme dans l'histoire.

Nous savons que de chaque couche de la société émergent certains « centres de puissance ». Ceux-ci se composent d'hommes qui exercent une pression sur une certaine masse d'individus et parviennent à l'influencer. Le Dr Jaeggi a essayé de montrer quels points de vue doivent être pris en considération dans l'étude de ces faits et où les « Kraftzentren » apparaissent le plus souvent.

Dans ses conclusions, l'auteur considère comme élites les hommes puissants qui ont de l'influence, alors qu'il néglige les intellectuels, ce qui peut paraître étrange. Tout au long de cette étude, on nous montre que cela n'est pas seulement le cas aujourd'hui, mais qu'il en a toujours été ainsi. La sociologie peut prendre en considération certaines idéologies, mais dans le seul cas où l'influence effective de la classe dirigeante est prouvée. A ce point donné, la sociologie politique et la sociologie des groupes peuvent se livrer à des études concernant le problème des élites, comme le font la sociologie des religions, la sociologie des arts, la sociologie des sciences. On verrait alors d'une façon plus claire qu'il s'agit moins de mettre en évidence des élites bien délimitées que de rechercher et d'interpréter les relations existant entre les diverses élites de la société.

HARALD ECKES.

Les revenus départementaux en 1864 et en 1954 [1]

Pour que puissent être atteints les objectifs de la politique d'expansion régionale — réduire les déséquilibres régionaux et répartir de façon équitable les gains de croissance — il est indispensable que l'action repose sur une connaissance approfondie de la structure de chaque région et de ses relations avec le reste du pays. A côté des facteurs géographiques, administratifs, sociaux, démographiques qui constituent ce que l'on nomme une « area study », une analyse des économies régionales s'impose, et singulièrement l'établissement d'une *comptabilité interrégionale.*

Mais cette comptabilité ne peut être réalisée en l'état actuel des données statistiques françaises. C'est pourquoi Mmes N. Delefortrie et J. Morice présentent un ouvrage [1] qui se limite à une estimation des revenus départementaux et régionaux, point de départ de toute tentative de comptabilité d'ensemble.

Les auteurs se livrent à une confrontation minutieuse; la structure du livre le marque bien: deux parties, rigoureusement parallèles, consacrées chacune à l'une des années choisies. On trouve ainsi successivement analysés les revenus de l'entreprise, du capital, des salaires et traitements, sociaux, enfin le revenu total des particuliers et regroupements.

---

[1] N. DELEFORTRIE et J. MORICE: *Les revenus départementaux en 1864 et en 1954.* Librairie A. Colin, Paris, 1959, 340 p.

Des commentaires pertinents facilitent la lecture de plus de 100 pages de tableaux. De très nombreux graphiques et cartes expriment encore plus clairement le sens de l'évolution de l'économie française, dont le centre de gravité, en quatre-vingt-dix ans, s'est déplacé du secteur primaire vers le secondaire, avec simultanément un développement inquiétant du secteur des services.

Par le type de recherche qu'il implique, et par le mouvement dans lequel il s'insère, cet ouvrage, nécessairement très technique, ne manque pas d'éveiller l'intérêt que suscite toujours une entreprise nouvelle.

YVETTE JAGGI.

Stratégies internationales, croissance et dimension des nations [1]

Précisons avant toute chose que l'ouvrage considéré propose davantage une orientation des recherches qu'une explication élaborée des économies occidentales. Le premier thème traite du *Rôle des « débouchés préalables » dans la croissance économique de l'Europe occidentale et des Etats-Unis d'Amérique,* sous la plume de M. Henri Denis, qui passe en revue différentes théories économiques, telles que la loi des débouchés de J.B. Say, la théorie des investissements de J.M. Keynes, la concurrence parfaite de l'école néo-classique et enfin la théorie de la croissance ou de l'« innovation » de Joseph Schumpeter.

Après cette analyse théorique, claire et concise, nous passons à l'analyse historique. Notons en passant une remarque pertinente, dont plusieurs auteurs de chroniques dites financières tireront profit, à savoir que l'augmentation de la population ne constitue pas en soi un facteur fondamental de la croissance économique dans un système capitaliste; il ne faut donc pas considérer cet élément comme entraînant une augmentation de la « demande solvable », mais bien comme agent créateur d'un « pouvoir d'achat dérivé ».

La croissance des économies capitalistes du début du XIXe siècle à la guerre de 1914 est illustrée de manière caractéristique par ce qu'il convient d'appeler l'économie dominante du siècle dernier: l'économie britannique, dont la production industrielle a crû rapidement jusqu'en 1870-1875, pour marquer alors un sensible ralentissement, tandis que l'industrie allemande démarrait à son tour rapidement. Que se passait-il en Grande-Bretagne à l'« âge d'or » ? Simultanément on a vu le tissage mécanique du coton se substituer au tissage à main, et se développer la construction des voies ferrées qui a permis un abaissement des coûts de transports, condition déterminante dans la victoire de la grande industrie.

Mais dès 1874, parallèlement aux dépressions prolongées qui alternent avec de brèves périodes de prospérité, il y a saturation des investissements nationaux et restriction des débouchés extérieurs, conséquence des forces industrielles jeunes qui se développent en France, aux E.U. et en Allemagne.

Ce bref rappel historique se propose de mettre l'accent sur un caractère essentiel du développement: sa dépendance à l'égard des « débouchés préalables ». Pour autant que l'idée de base soit considérée comme valable, il serait intéressant, après avoir vu l'élimination des formes précapitalistes de production en Europe, la mise en valeur de terres vierges en

[1] H. DENIS, C.P. KINDLEBERGER, G. LEDUC et J. WEILLER, G. MARCY, L. DUQUESNE DE LA VINELLE, Z. KAMECKI: *Stratégies internationales, croissance et dimension des nations.* Cahiers de l'Institut de science économique appliquée, N° 113, mai 1961 (Série P, n° 5) Paris 2e. 208 p.

Amérique du Nord notamment et le développement des échanges entre l'Europe et le reste du monde sur la base de la division internationale du travail, d'analyser de façon plus poussée le processus d'élargissement des débouchés ouverts à l'industrie capitaliste, dans la période contemporaine. Ce vœu est du reste exprimé par l'auteur qui poursuit sa démonstration à travers la pensée de Sismondi, Marx, Rosa Luxemburg et Keynes.

Le professeur C.P. Kindleberger propose à son tour un texte intitulé *La fin du rôle dominant des Etats-Unis et l'avenir d'une politique économique mondiale,* qui constitue un tour d'horizon intéressant et complet à l'heure où les Etats-Unis suggèrent un partage des responsabilités avec d'autres pays industriels dans la direction des affaires économiques mondiales.

La clé de voûte de l'édifice nous paraît être l'étude de *La dimension des nations dans ses rapports avec la stabilité économique et la régularité du progrès,* due à MM. G. Leduc et J. Weiller et digne d'un intérêt particulier puisqu'elle constitue un des facteurs de base à notre prise de position sur le plan européen. Il ne semblerait alors plus aussi certain que, tel un navire, la Suisse tire meilleur profit d'un plus grand tirant d'eau! Les auteurs, après avoir envisagé que l'évolution économique des nations peut être fonction ou non de leur taille, énoncée en facteurs dimentionnels: géographique, démographique et économique, posent le problème suivant: faut-il conclure à l'inéluctabilité du développement d'allure logistique, quelles que soient les caractéristiques dimentionnelles des unités nationales considérées? La solution n'est qu'ébauchée, ce qui peut être relevé comme un point positif à une époque où l'on ne vit que d'opinions arrêtées, de verdicts sans appel. Loin de nous l'idée de prôner les spéculations de l'esprit, mais il est bon qu'un lecteur, quel que soit le domaine considéré, ne soit pas seulement appelé à débattre un texte, mais à faire également œuvre de créateur, apportant ainsi sa contribution personnelle aux questions avec lesquelles il voudra bien se considérer solidaire.

Ceci établi, une chose paraît certaine, c'est le risque d'instabilité en fonction du degré d'évolution, davantage que de la taille. A une structure économique peu évoluée correspond une exposition moindre aux atteintes de la conjoncture, mais on constate en revanche un état de stagnation. L'instabilité sera la conséquence du développement avec pour conséquence des redressements en rapport avec la taille, mais jusqu'à quel point, si l'on prend encore en considération l'interdépendance des économies nationales?

M. G. Marcy aborde à son tour un domaine voisin en examinant *dans quelle mesure le commerce international ou des accords douaniers permettent-ils à une petite nation d'obtenir les avantages d'une plus grande nation?* Les premières nommées remplissent un rôle grandissant de par le développement d'institutions internationales fondées sur le principe de l'égalité des nations au sein des assemblées. Du reste, et l'objection vient à son heure, ce sont des entreprises et non des nations qui sont aux prises sur les marchés, ce qui nous permet de mettre en évidence la question des économies de dimensions. Malheureusement, la production étant toujours plus contingente de l'écoulement, la possibilité d'assimiler des méthodes de production plus efficaces devra être écartée du fait de la rupture de correspondance simple entre « efficacité » et « rentabilité ». L'option pour un équipement sous-optimal, si elle permet de ne pas gaspiller les possibilités latentes de production, n'en pèse pas moins sur la situation présente des entreprises et plus encore sur leur avenir.

Il est temps pour nous de conclure. Le « mélange » qui nous est proposé nous permettra de « perfectionner nos outils d'observation et d'analyse et de travailler mieux encore ». Si nous n'avons pu mentionner la contribution de M. L. Duquesne de la Vinelle sur *La dimension de l'économie belge et son efficacité,* ainsi que celle de M. Z. Kamecki: *Quelques*

problèmes du commerce extérieur en économie socialiste, la responsabilité en incombe au genre de l'ouvrage! Le lecteur y trouve un apport très riche, puisé à des sources variées, mais hélas, le critique ne peut accorder à chacun la place qu'il mérite, au risque d'émettre des remarques par trop superficielles.

JAQUES-OLIVIER RODIEUX.

La région du centre du Hainaut belge [1]

Cette *Enquête économique et sociale de la région du centre* a été confiée par le Ministère des affaires économiques à l'Institut de recherches économiques du Hainaut (auquel on doit par ailleurs la parution d'une excellente revue trimestrielle: *Le Hainaut économique*).

Dressant un véritable inventaire des facteurs structurels de la région en question, M. Max Drechsel et ses collaborateurs nous présentent ainsi successivement: l'espace régional, le peuplement, la structure professionnelle et l'emploi, l'agriculture, l'industrie et le réseau des voies de communication, très développé dans une région vouée à la circulation. Il a fallu renoncer à l'étude du commerce, qui aurait exigé de longues et difficiles investigations.

Cette présentation descriptive des cadres physique, humain et économique du centre du Hainaut se complète par un examen des principaux problèmes économiques et sociaux particuliers à cette région; chaque fois que la chose a paru possible, ont été formulées des solutions susceptibles d'être acceptées tant par les intéressés que par les pouvoirs publics. De l'aveu des auteurs, « la préoccupation majeure a été de mettre en évidence les déficiences spécifiques qui réclament à court, moyen ou long terme, une politique de redressement ».

Car il est bien évident qu'une étude de ce type ne trouve pas sa fin en soi, mais devrait déboucher sur l'élaboration et la réalisation par les autorités compétentes d'un plan d'aménagement régional, destiné à faire un sort aux déséquilibres grevant l'essor national et européen.

YVETTE JAGGI.

La comptabilité nationale [2]

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, sous l'impulsion des idées keynésiennes en particulier, la plupart des pays industrialisés ont mis au point leur comptabilité nationale, alors qu'en Suisse peu d'efforts ont été réalisés dans ce domaine. L'ouvrage de M. Kneschaurek [2] est à cet égard extrêmement intéressant, car il nous présente à la fois les aspects techniques, les modalités d'élaboration d'une comptabilité nationale, sur la base du système standard de l'ONU et de l'OECE, et d'autre part son importance pour l'analyse et la politique économiques.

La comptabilité nationale est la présentation quantitative du circuit économique du revenu. Elle consiste à introduire le système de la comptabilité double sur le plan national.

---

[1] MAX DRECHSEL: *Enquête économique et sociale de la région du Centre du Hainaut belge.* Institut de recherches économiques de la province de Hainaut, Charleroi, 1960, 618 p.

[2] Die volkswirtschaftlichen Gesamtrechnungen als Mittel der Wirtschaftsanalyse und Wirtschaftspolitik: *Die Nationale Buchhaltung* unter Berücksichtigung ihrer Anwendungsmöglichkeiten in der Schweiz. FRANCESCO KNESCHAUREK (Dr. oec.), Polygraphischer Verlag AG., Zurich et Saint-Gall, 1958.

Les sujets économiques sont groupés en « secteurs », d'après leur fonction dans le circuit: les secteurs entreprises, ménages, Etat, et reste du monde. Pour chacun d'eux sont ouverts cinq comptes particuliers qui font ressortir leur importance fonctionnelle dans les différentes phases du circuit, soit au moment de la production, de la répartition du revenu, de sa redistribution, de son utilisation, et de la formation du capital. Chaque phase engendre un type de comptes.

Conformément au système employé, toute écriture doit être passée à double; dans l'optique du compte, le crédit renseigne sur l'origine du fonds et le débit sur son utilisation. Ainsi les comptes de production présenteront au crédit l'apport productif des différents secteurs (produits des ventes + augmentation des stocks), et au débit la répartition en salaires, intérêts, profits, amortissements ou impôts indirects). Ces sommes seront portées au crédit des comptes de répartition. Au stade suivant les comptes de redistribution considèrent les transactions qui influencent le revenu disponible sans avoir un rapport direct avec l'activité productrice (impôts directs, subsides, intérêts de la dette de l'Etat, etc.). Quant aux deux derniers types de comptes, ils dégagent les éléments essentiels de consommation, épargne et investissement. Dans sa forme initiale, le système comprend vingt comptes, dont un certain nombre d'importance mineure. Aussi il peut être simplifié en quatre à sept comptes consolidés en gardant toute sa valeur.

Dans une deuxième et une troisième partie, l'auteur s'attache à montrer, sur la base d'exemples concrets, l'importance que revêt la comptabilité nationale, tant sur le plan de l'analyse théorique que sur celui de la politique économique.

La comptabilité nationale est d'abord un instrument d'information, qui présente sous une forme statistique la structure de la vie économique, l'évolution de ses éléments les plus importants (production, consommation, investissement, etc.), et les relations et interdépendances de ces éléments. Elle permet par exemple de mettre en rapport l'évolution de la consommation des différents groupes de biens de consommation avec celle du revenu disponible.

En ce qui concerne les phénomènes purement monétaires ou les relations interindustrielles, il est nécessaire de compléter l'information en utilisant d'autres formes plus spécialisées et plus différenciées de la comptabilité sociale: le système d'input-output pour ce qui est des relations des secteurs industriels, la comptabilité du crédit et de la monnaie pour l'analyse des flux monétaires.

La comptabilité nationale est aussi un instrument de travail, en ce sens qu'elle est la base nécessaire de toute analyse qui a pour but la prévision économique.

Dans ce domaine le type d'analyse le plus perfectionné est certainement le système des équations (Gleichungssystem) mis au point par J. Tinbergen et le Bureau de planning hollandais. En une cinquantaine de pages, M. Kneschaurek nous en présente une étude critique très intéressante. Le système consiste à déterminer les relations fonctionnelles qui existent entre les différentes grandeurs économiques, de façon à pouvoir calculer la variable recherchée connaissant les éléments déterminants.

Exemple de l'équation permettant de déterminer le volume de l'exportation:

$$Eg = -2\,(Peg - Pw)\,Eg + Egau$$

Eg = variation du volume de l'exportation; Peg = prix des biens d'exportation; Pw = prix de la concurrence étrangère sur le marché mondial pour ces mêmes biens ; Eg = volume d'exportation de l'année de base; Egau = variation « autonome » de l'exportation; représente un ensemble de variables mal connues ou pas suffisamment stables pour qu'on puisse leur attribuer un coefficient de structure et dont on s'efforce de déterminer

l'incidence lors de l'application de la formule; –2 = coefficient de structure, ou constante structurelle; signifie que si notre position concurrentielle se détériore de 1 %, les circonstances restant les mêmes, le volume d'exportation sera réduit de 2 %.

La validité des résultats obtenus dépendra de la validité des « données » (dans l'exemple, Peg, Pw, Eg, Egau). Certaines de ces données sont obtenues par d'autres équations, mais pour l'ensemble du système, un certain nombre d'entre elles doivent être estimées, prévues. La validité du résultat dépend encore de l'exactitude du coefficient de structure, et de la conformité du modèle à la réalité économique, de son habileté à mettre en jeu les variables effectivement déterminantes.

Bien que la marge d'erreur possible reste importante, le système se révèle utile, notamment pour orienter la politique économique de l'Etat et pour mesurer l'ampleur des répercussions probables de ses décisions. A l'étranger, le système suscite un vif intérêt et on travaille intensément à le perfectionner et à l'adapter constamment à l'évolution des conditions économiques nationales.

Qu'en est-il en Suisse ? Quelle est la raison de notre indifférence dans ce domaine ? La base du système, c'est l'analyse des grandeurs globales que fournit la comptabilité nationale, et nous ne disposons pas encore d'une telle présentation statistique de notre économie. Aussi, dans une dernière partie, M. Kneschaurek ébauche, sur la base des diverses publications du Bureau fédéral de statistique, une comptabilité nationale suisse pour les années 1951 à 1955. L'analyse des résultats qu'il en présente alors est significative de l'apport que son établissement périodique réaliserait.

RÉGIS KÜNZLI.

Revue internationale du Travail

(Paraît en trois éditions distinctes: française, anglaise, espagnole.)

Publiée mensuellement par le Bureau International du Travail, depuis janvier 1921, la *Revue internationale du Travail* contient des articles de fond qui reflètent l'évolution de la politique sociale sur le plan international et dans les différents pays; des exposés documentaires, des statistiques du coût de la vie, du chômage, de l'emploi, des salaires et des heures de travail; enfin une rubrique bibliographique.

Prix du numéro: Fr. 3,— suisses, abonnement annuel: Fr. 30,— suisses.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen et du catalogue des publications du BIT sur demande adressée au Bureau International du Travail, Genève.

Articles sélectionnés

Formation des cadres

GIRARD A. et PRESSAT R.: « Deux études sur la démocratisation de l'enseignement », *Population*, janvier-mars 1962.
LA CHAPELLE Général de: « La méthode des cas dans la formation des cadres d'administration des affaires », *Chefs d'entreprise*, décembre 1961 et janvier 1962.

Problèmes de l'entreprise

BLUME O.: « La loi sur la cogestion en République fédérale allemande: leçons de l'expérience », *Revue de la Société belge d'études et d'expansion*, janvier-février 1962.
CUENOD M,: « Interdépendance de l'économie et de la technique », *Bulletin d'information SIA*, janvier 1962.
DURRHAMMER W.: « The German Cartel Law and Concentration », *Cartel*, janvier 1962.
FRISHAUF S.-H.: « The Status of Anti-Trust Laws », *Cartel*, janvier 1962.
LALOIRE M.: « La petite industrie dans l'économie moderne », *Revue Internationale du Travail*, octobre 1961.
RACLET G.: « Comment j'ai décentralisé mon entreprise », *Jeune Patron*, septembre-octobre 1961.
VINCENT L.-A.: « Une nouvelle méthode de calcul de la productivité intégrale du travail », *Etudes et Conjoncture*, janvier 1962.
— « Progrès technique et progrès économique », *Revue économique*, novembre 1961.

Finances et banques

ALTMAN O.-L.: « Ausländische Dollarmärkte », *Revue suisse d'économie politique et de statistique*, mars 1962.
ASHTON G.-F.-R.: « Banking instruments: The bill and the credit », *Journal of the Institute of Bankers*, février 1962.
BONNEFOUS Ed.: « La Banque de France dans l'histoire contemporaine », *Banque*, février 1962.
BOURVA J. LE: « Création de la monnaie et multiplicateur du crédit », *Revue économique*, janvier 1962.
DENIS H.: « Inflation par les coûts », *Revue économique*, janvier 1962.
HALL, sir R.: « Commodity prices and the terms of trade », *Lloyds Bank Review*, janvier 1962.
ROBARTS D.-J.: « Monetary policy and the Banks », *National Provincial Bank Review*, février 1962.
ROBERTSON, sir D.: « An American « Radcliffe » Report », *Lloyds Bank Review*, janvier 1962.
BANK OF ENGLAND: « Commercial Bills », *Quarterly Bulletin*, décembre 1961.
FIRST NATIONAL CITY BANK: « Le problème de l'or », *Bulletin mensuel*, janvier 1962.
SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE: « La croissance du système bancaire suisse au cours des vingt dernières années », *Bulletin trimestriel*, janvier 1962.

Economie européenne

ABELIN P.: « L'Europe et les matières premières », *Revue de la Société belge d'études et d'expansion*, janvier-février 1962.
ASCHINGER F.-E.: « The United States and the Common Market », *Swiss Review of World Affairs*, mars 1962.
BAUDIN L.: « L'Espagne face au Marché commun », *Banque*, février 1962.
DOW J.-C.-R.: « Problems of Economic Planning », *Westminster Bank Review*, novembre 1961.
L'HUILLIER J.: « The Six, The Seven and the GATT », *Quarterly Review of the International Credit Bank*, n° 2/1961.
MARCHAL A.: « Progrès technique et concurrence dans la CEE », *Revue économique*, novembre 1962.
MENAIS G.-P.: « La Grande-Bretagne face à la Petite Europe », *Banque*, mars 1962.
MOCH M.: « La concurrence du pétrole soviétique dans le Marché commun », *Revue de la Société belge d'études et d'expansion*, janvier-février 1962.
WHEELER C.-B.: « Steel and Europe », *Steel Review*, 3/6 janvier 1962.
EFTA Bulletin : « Les Etats-Unis et l'intégration européenne », mars 1962.
Midland Bank Review : « European Funds for Development », février 1962.
— « Britain's approach to the Common Market », février 1962.
Revue de la politique internationale : « Les USA et le Marché commun », Belgrade, 20 janvier 1962.

Pays en voie de développement

ALTERSOHN Cl.: « Equipement des pays en voie de développement », *Revue économique*, janvier 1962.
BIROU P.: « L'Amérique latine en ébullition », *Economie et Humanisme*, janvier-février 1962.
DUCROS B.: « Balance des paiements dans les pays sous-développés », *Revue économique*, janvier 1962.
HEGARAT G. LE: « La comptabilité nationale — L'exemple du Togo », *Développement et Civilisations*, octobre-décembre 1961.
HULL W.-J.: « Les troubles de croissance de la coopération technique internationale », *Revue internationale du Travail*, octobre 1961.
PAPI U.: « Diagnostic du développement économique », *Revue de la politique internationale*, 20 février et 5 mars 1962.
TAUBER A.: « Les problèmes de l'alimentation humaine considérés du point de vue social et économique », *Impact, Science et Société*, vol. XII, n° 1, 1962.
TURIN G.: « Planification et développement », *Développement et Civilisations*, octobre-décembre 1961.
BANQUE FRANÇAISE ET ITALIENNE POUR L'AMÉRIQUE DU SUD: « Les importations des pays en voie de développement, facteur de soutien et d'expansion de la conjoncture des pays industrialisés ? », *Note mensuelle*, février 1962.
Comercio Exterior de Mexico: « L'Institut latino-américain de planification », mars 1962.
Revue internationale du Travail : « Les mesures nationales de stabilisation des prix des produits de base », mars 1962.
SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE: « L'Inde sur la voie du développement », *Bulletin trimestriel*, janvier 1962.

Développement régional

BOUDEVILLE J.-R.: « Le plan régional au service du chef d'entreprise », *Chefs d'entreprise*, janvier 1962.
BOULLE A.: « L'organisation d'un comité d'expansion vue à travers la doctrine administrative de Fayol », *Jeune Patron*, septembre-octobre 1961.
MOTTE B.: « Aspects actuels de l'action régionale », *Jeune Patron*, septembre-octobre 1961,
SUQUET-BONNAUD A.: « Une expérience hardie en matière d'urbanisme: les villes nouvelles en Grande-Bretagne », *Les Cahiers du Musée social*, n° 1/1962.

Agriculture

PETERS G.-H.: « Industrial Growth in Rural Areas », *Westminster Bank Review*, novembre 1961
PISANI E.: « L'agriculture dans la civilisation industrielle », *Jeune Patron*, février 1962.
VIAU P.: « Difficultés d'une politique agricole commune », *Economie et Humanisme*, janvier-février 1962.

Divers

BICKEL W. et HAUSER G.: « Eine einfache nationale Buchhaltung für die Schweiz. *Revue suisse d'économie politique et de statistique*, mars 1962.
X...: « Les aspects sociaux du IVe Plan français », *Les Cahiers du Musée social*, n° 1/1962.
Monthly Labor Review : « Membership of American Trade Unions », décembre 1961.
— « Labor Turnover in the Soviet Union », janvier 1962.